

6/7/16

Communiqué de presse

Une nouvelle étude européenne révèle que le retrait de nouveaux produits phytosanitaires du marché menacerait l'approvisionnement en denrées alimentaires de qualité et ferait augmenter le chômage, coûtant ainsi des milliards d'euros à l'économie

Une nouvelle étude européenne publiée aujourd'hui révèle que le retrait de nouveaux produits phytosanitaires du marché menacerait l'approvisionnement en denrées alimentaires de qualité et ferait augmenter le chômage, coûtant ainsi des milliards d'euros à l'économie

Cette étude, réalisée par le consultant Steward Redqueen et fondée sur les informations fournies par nos organisations membres, traite de l'impact cumulatif d'une approche législative basée sur les dangers au lieu d'une approche basée sur les risques dans l'UE.

Lors de la conférence de presse organisée pour présenter l'étude, Pekka Pesonen, le Secrétaire général du Copa et de la Cogeca, a déclaré: « De nombreux produits phytosanitaires disparaissent, ce qui a des répercussions négatives pour les agriculteurs européens mais également sur l'environnement, l'emploi et l'économie. De plus, un bon nombre de substances mentionnées dans le rapport continuent d'être utilisées en dehors de l'UE. Cela nous place dans une position de désavantage compétitif sans que le consommateur européen puisse en tirer profit ».

Expliquant les principaux résultats du rapport, le Président du groupe de travail « Questions phytosanitaires », Luc Peeters, a indiqué: « L'étude a identifié 75 substances qui risquent d'être retirées du marché. Elle montre également que cela aura un impact sur tout le secteur des grandes cultures, avec des estimations de baisses de rendement allant jusqu'à 40% pour certains produits de base. Les marges des agriculteurs vont être rognées et la rentabilité des exploitations agricoles pourrait baisser jusqu'à 40%, avec des pertes totales qui se chiffrent à 17 milliards d'euros en termes de rentabilité totale des exploitations. Les sept cultures de base identifiées dans le rapport -orge, blé, colza, maïs, pommes de terre, betteraves sucrières, raisin- correspondent à 1,2 millions d'emplois et 30% de ces emplois seraient menacés, avec un risque estimé de moyen à élevé. 24 cultures spécialisées sont aussi incluses dans le rapport, avec un impact sur 300 000 emplois ».

Selon le Président du groupe de travail « Céréales » du Copa-Cogeca, Max Schulman, « nous constatons déjà aujourd'hui les effets de l'interdiction des semences traitées aux néonicotinoïdes sur la production de colza, de maïs et de tournesol. Les rendements ont chuté, au même titre que les surfaces emblavées, car certains agriculteurs, ne souhaitant pas prendre de risques, se tournent vers d'autres cultures. Le colza disparaît de ce fait des rotations de culture ce qui a des conséquences négatives sur l'environnement. S'il n'y a plus de rotation dans les substances actives, des résistances se développeront. Le problème est qu'il n'existe aucun outil alternatif pour la protection des cultures et que les cultures sont décimées par les attaques d'organismes nuisibles tels que les altises. A l'avenir, il est peu probable que les substances retirées soient facilement remplacées. Nous devons donc agir ».

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Cesar Gonzalez

Policy Advisor

Tel.: +32 2 287 27 45

cesar.gonzalez@copa-cogeca.eu

Amanda Cheesley

Attachée de presse

Tél. portable : + 32 474 840 836

amanda.cheesley@copa-cogeca.eu

CDP(16)6246:1
